

Extract of Pour Info - FSU - En ligne

<http://pour-info.fsu.fr/Expulsion-de-Leonarda-une-solution.html>

# **Expulsion de Léonarda : une solution non conforme aux droits de l'enfant**

- N°513 - Du 4 au 8 novembre - 2013 -

Publication date: vendredi 8 novembre 2013

---

**Copyright © Pour Info - FSU - En ligne - Tous droits réservés**

---

Si le Président de la République reconnaît que l'expulsion de Leonarda n'aurait pas dû se passer ainsi, en ne lui permettant pas dans les faits de revenir en France, il ne tire pas les conséquences de cette reconduction à la frontière et ne répond pas aux revendications qui s'expriment depuis plusieurs jours.

Annoncer que Leonarda peut revenir, « si elle en fait la demande », finir sa scolarité en France mais « seule » revient à fermer une porte à peine ouverte ! Cette proposition est en contradiction avec les textes internationaux et les droits de l'enfant notamment sur le regroupement familial.

Quel enfant peut assumer, à 15 ans, une scolarité ainsi coupée de sa famille ? Et que deviennent les autres enfants de la famille qui étaient scolarisés à l'école élémentaire ?

La seule réponse aux questions soulevées par la FSU est l'engagement d'une nouvelle réglementation interdisant les interpellations dans le cadre scolaire.

La FSU demande que cette réglementation prenne effet immédiatement. Car la situation de Leonarda, n'est malheureusement pas isolée. D'autres lycéens et étudiants étrangers voient leurs études hypothéquées par le risque d'une reconduite à la frontière résultant de textes législatives établis par les gouvernements précédents.

La FSU demande également au gouvernement d'ouvrir des discussions sur les conditions de régularisation et particulièrement pour faire de la scolarité des enfants un critère déterminant de régularisation.

Cette situation montre une fois encore que la question des « sans papier » doit être rouverte car le cadre juridique n'est pas satisfaisant.

Le Président et le gouvernement ne doivent pas se réfugier derrière ce cadre juridique pour refuser de le changer et faire fi des valeurs et principes de la démocratie.

**Communiqué de presse FSU du 19 octobre 2013**